

L'Humanité



L'Œuvre

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
jeudi 20 février 1975

LA CAMPAGNE DU P.C.F. DANS L'ARMÉE

Une activité de trahison nationale

Cent appelés manifestent à Nancy. Ils distribuent des tracts qui portent l'empreinte du P.C.F. Comme par hasard le secrétaire des J.C. se trouve sur place pour tenir une conférence de presse : vraiment voilà une belle coïncidence entre une manifestation «spontanée» et une déclaration soigneusement préparée.

En réalité bien entendu tout a été organisé pour faire le maximum de publicité aux «solutions» soi-disant démocratiques, au «malaise» de l'armée et permettre au P.C.F. de développer son offensive au service d'une superpuissance impérialiste.

Car quel est le véritable fond des objectifs de la clique Marchais-Leroy ?

Grattons un peu le vernis des revendications populaires, celles qui concernent les conditions matérielles de la vie militaire dont tout bon démagogue doit s'emparer. Que trouvons-nous ? : le service militaire à six mois et les droits «civiques». Or le service militaire à six mois n'est rien d'autre qu'une forme camouflée de suppression de la conscription, qui conduit de plus nécessairement tout droit à l'armée de métier. Pour quiconque connaît le métier des armes, l'instruction militaire en six mois est une farce : sinon que ces messieurs de la direction du P.C.F. nous expliquent pourquoi la durée du service militaire en URSS est de trois ans. Quant aux droits «civiques» dont jouit tout citoyen, chacun sait que dans notre pays de démocratie bourgeoise, ces droits ne sont rien d'autre que la possibilité pour les partis bourgeois (dont le P.C.F.) de tromper le peuple. Ces droits «civiques» ne sont pas pour le prolétariat révolutionnaire. La preuve : le parti communiste marxiste-léniniste de France est un parti interdit.

Quant à nous, nous ne sommes pas des démagogues : nous disons, oui les soldats, les appelés et aussi les engagés ont raison de revendiquer de meilleures conditions de vie dans l'armée, mais en même temps nous disons clairement : le plus important ce sont les objectifs politiques et la préparation idéologique de l'armée.

En effet, à l'heure actuelle une guerre en Europe est imminente : c'est le produit de la rivalité entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe pour la domination mondiale. Le social-impérialisme russe qui est en position offensive, dispose de forces conventionnelles près de trois fois supérieures à celles des pays de l'Ouest, sa flotte de guerre est d'ores et déjà en mesure de prendre l'Europe en tenailles, et l'ensemble de la capacité combative de ses troupes ne cesse d'être améliorée.

En face de cela, nous sommes convaincus que seule une armée révolutionnaire et populaire dirigée par le prolétariat est en mesure

de mobiliser largement les masses. Cependant la situation concrète, dont les révisionnistes portent la responsabilité historique, c'est que le prolétariat n'a pas le pouvoir dans notre pays. Alors faut-il pour autant supprimer l'armée ? se livrer pieds et poings liés aux agresseurs qui affutent leurs couteaux ? Devons-nous subir le sort de la Tchécoslovaquie ?

Non ! et plus tôt nous serons préparés à la résistance nationale, mieux cela vaudra.

C'est pourquoi les revendications matérielles dans l'armée doivent impérativement être associées à l'exigence d'une sérieuse préparation militaire et à une éducation sur les préparatifs agressifs des deux superpuissances, en particulier du social-impérialisme russe.

Quant aux libertés démocratiques à l'armée, elles ne sauraient être la liberté pour les agents d'une superpuissance. Lorsque en 1938-1939 les fascistes prônaient le pacifisme face aux préparatifs hitlériens, était-ce «démocratique» de les laisser organiser leur sale travail ?

Est-ce démocratique aujourd'hui de laisser la cinquième colonne complice des nouveaux tsars de Russie s'appliquer à leur sale travail ?

Henri Jour

Oser appeler les masses à souscrire !

«L'Humanité» reçoit ce mois-ci 120 millions d'anciens francs du gouvernement.

«L'Humanité» reçoit d'importantes sommes des banques et sociétés capitalistes sous la forme déguisée de la publicité.

«L'Humanité» reçoit des millions de roubles de l'Union Soviétique sous de multiples formes !

Voilà pourquoi «L'Humanité-rouge» qui ne reçoit aucune de ces subventions «exceptionnelles» a par contre un urgent besoin des sommes souscrites par ses lecteurs, ses amis, ses militants, par la classe ouvrière et les masses populaires.

Il lui faut encore huit millions d'anciens francs d'ici le 1er mars !

Il faut OSER appeler les masses à souscrire pour un quotidien ouvrier libre !

EN AVANT pour les 20 millions le 1er mars !

Après la conférence d'Alger

LE COMBAT DU TIERS MONDE

La conférence d'Alger réunissant «le groupe des 77», pour préparer la conférence de l'O.N.U. sur le développement industriel de Lima, a fait peu de bruit dans la presse. Une fois de plus, la portée du Tiers Monde est volontairement sous-estimée ou bien cachée par ceux qui acceptent mal que le Tiers Monde soit la force montante, la force motrice de l'histoire des années 70.

Les faits sont les faits, et la vérité doit être dite car elle nous concerne pleinement. Quelles sont les idées forces issues de la conférence d'Alger :

— les pays du Tiers Monde doivent s'industrialiser «en profondeur», et comptant principalement sur leurs forces et leurs potentialités, créer tous les secteurs de l'industrie, notamment ceux qui servent à l'agriculture, finies les industries — montage ou conditionnement — qui sont des alibis de l'industrialisation du Tiers Monde ; la dépendance technologique par rapport aux pays riches doit être combattue.

— il faut «remettre en cause le système juridique hérité de la colonisation», donner à «l'ONU tous les moyens humains financiers et institutionnels» (discours du président Boumediène) ; un nouvel ordre économique international doit être mis en place.

— les pays du Tiers Monde doivent renforcer leur coopération et leur solidarité, contraindre les pays industrialisés à traiter sur un pied d'égalité avec eux.

Lutte, coopération, solidarité voilà les mots-clés, et ce ne sont pas des mots en l'air. Deux faits écono-

miques récents le prouvent. Premier fait : le gouvernement iranien vient d'indexer sa monnaie le rial, non plus sur le dollar en baisse, mais sur les D.T.S. - droits de tirage spéciaux garantis internationalement ; c'est un nouveau coup dur pour le dollar et pour les américains ; une augmentation déguisée du prix du pétrole ; pourtant Giscard n'a pas rechigné contre cette mesure car elle porte directement atteinte à la superpuissance US.

Autre fait : plusieurs pays arabes viennent de choisir la filière française d'enrichissement de l'uranium : nouveau coup porté à la technologie américaine. Dans les deux cas la remise en cause — dans les faits — de la domination américaine est évidente ; s'agit-il pour autant de changer de «dominateur», de préférer l'Europe ou la France ? Nullement car le monde a changé : «les pays industrialisés qui éprouvent des difficultés font appel pour les résoudre aux pays en voie de développement» a souligné le président Boumediène à Alger.

Dans l'alliance entre Tiers Monde et pays industrialisés du Second Monde — contre les deux superpuissances, c'est le Tiers Monde qui joue le rôle principal, moteur, dirigeant ; l'Europe en crise est contrainte d'en passer par là. Voilà aussi qui en dit long sur l'ampleur des bouleversements en cours. Des reculs, des reflux sont possibles mais la tendance principale de la révolution mondiale est tracée, où le Tiers Monde joue le rôle principal et moteur.

Camille Granot

(Information page 2)

EUROPE

deux propositions positives

— Giscard et le Shah d'Iran viennent de confronter leurs points de vue — concordants sur la tenue de la réunion préparatoire à la Conférence internationale de l'énergie; elle rassemblera les pays riches, les pays pétroliers et aussi des représentants du Tiers Monde; cette réunion préparatoire est un échec pour le «diktat» de Kissinger qui tente d'imposer le point de vue des riches consommateurs aux pays producteurs et au Tiers Monde.

— Les propositions du Marché Commun concernant des accords internationaux pour le blé, le maïs, le riz et le sucre ont été bien accueillies par les pays en

voie de développement (à la réunion de la C.N.U.C.E.D.*). Par contre les Etats-Unis y sont opposés: de tels accords mettraient en cause leur position hégémonique pour les cours mondiaux de ces produits.

Deux faits qui illustrent clairement la nécessité impérieuse pour les pays riches du Second-Monde de traiter sur un pied d'égalité avec le Tiers Monde. A chaque fois, c'est un nouveau coup porté aux deux superpuissances.

* C.N.U.C.E.D.: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et l'Industrie.

IRLANDE DU NORD

Que penser de la solution pacifique britannique?

«La lutte armée est l'unique voie qui mènera à la victoire du peuple nord irlandais, souligne le journal albanais «Bashkim», dans un article dénonçant le tapage démagogique du gouvernement anglais sur la dite solution «pacifique» qui ne porte nullement atteinte à ses intérêts néo-colonialistes en Irlande du Nord et n'envisage pas le retrait des forces britanniques d'occupation

de ce pays. Il cherche également à conclure un armistice avec les forces patriotiques sans risquer sa présence militaire. Cette manœuvre du gouvernement anglais, tout comme les précédentes «solutions» politiques offertes par lui, ne sont qu'une nouvelle forme qui vise à maintenir la domination anglaise en Irlande du Nord».

Agence Télégraphique Albanaise

NOUVELLES DU CAMBODGE

— Ce va de plus en plus mal pour la clique Lon Nol; aussi le Pentagone a-t-il décidé d'accélérer l'apport en munitions par pont aérien à Phnom Penh; deux nouvelles compagnies d'aviation civile U.S. ont commencé leur sale travail; la route du Mékong est toujours coupée... sur les Lonnois; l'ambassade U.S. organise le départ des civils américains et des membres des missions diplomatiques!

— Le Prince Sihanouk chef de l'état du Cambodge et prési-

dent du F.U.N.K. s'est rendu à Hanôï pour participer aux fêtes du Têt.

— A Phnom Penh, le personnel des compagnies aériennes de l'aéroport de Pochetong s'est mis en grève; une centaine de manifestants a pris d'assaut un dépôt de riz «secrète» du «premier ministre» traître Long Boret.

— Depuis le début de l'offensive — 1er janvier 1975 — 60 000 habitants des zones encore contrôlées par les traîtres ont rejoint la zone libérée.

COREE DU SUD

la farce du referendum

La clique Pak Jung hi qui s'obstine à refuser la réunification de la Corée vient d'organiser le 12 février un «referendum» sous prétexte de «renover» le régime de Corée du Sud. C'est une farce que souligne le Front Démocratique coréen pour la réunification de la patrie dans une déclaration:

«Le fasciste «régime renové» déguisé de quelque manière que ce soit par la clique Pak Jung hi, n'échangera pas sa vicieuse nature anti-nationale et anti-populaire et le peuple sud coréen ne le

laissera pas continuer à exister. Le peuple dans la partie nord de la république, soutiendra et encouragera toujours activement la lutte du peuple sud-coréen contre le fascisme et pour la démocratie et pour la réunification indépendante et pacifique du pays».

MEETING ANTI-IMPERIALISTE le Mardi 25 Février à 20 h. à la Mutualité — Salle B. — Organisé par le :

C.I.L.A. (Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes) et le

M.N.S.P.I. (Mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine).

CONFERENCE D'ALGER

Le président Boumediène à la conférence

Les pays en voie de développement doivent pouvoir mettre en œuvre une politique d'industrialisation en s'appuyant sur la mise en valeur de l'ensemble de leurs potentialités.

Il convient d'écartier la tendance qui pourrait aboutir en fin de compte, à considérer qu'il y a des industries pour pays sous-développés et des industries qui resteraient l'apanage de pays riches, qui se trouveraient de la sorte érigés en une forme d'aristocratie dominante dans le monde de l'industrie...

... Il demeure évident que l'existence d'une coopération internationale efficace et puissamment dotée des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, constitue l'une des voies qui sont de nature à permettre aux pays en voie de développement de résister avec efficacité à l'emprise des monopoles et à la pression des intérêts hégémoniques...

Qu'est-ce que le groupe des 77?

Le groupe des «77» réunit les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine aux Nations Unies; ce groupe s'est créé en 1964 au cours de la première conférence des Nations Unies pour le commerce et l'industrie (C.N.U.C.E.D.) à Genève. Les «77» sont aujourd'hui 104, presque tous pays «non-alignés».

C'est en 1967 que les «77» ont

adopté la «Charte d'Alger» ou se révèle la volonté de rompre avec l'ordre économique impérialiste.

La réunion des «77» d'aujourd'hui à Alger de nouveau vise à ce que les pays du Tiers Monde adopte une position commune à la conférence de l'O.N.U. pour le développement industriel — (O.N.U.D.I.) — qui se déroulera en mars prochain.

SOLIDARITE

— Cinq pays d'Amérique Centrale (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) ont décidé de renforcer leur coopération économique mutuelle.

— L'Iran et le Pakistan renforcent leur coopération en construisant en commun des usines textiles, d'engrais, des cimenteries, et des travaux d'irrigation; l'Iran a déjà fourni un prêt de 580 millions de dollars U.S. au

Pakistan, dont 250 millions ont déjà été utilisés.

— Le 22 février prochain sera signée au Caire la constitution d'une société mixte Guinée-Arabe d'alumine qui exploitera les 9 millions de tonnes de bauxite du gisement de Aykoye (Guinée) et en traitera 4 millions sur place. D'autres projets en commun sont étudiés ou en cours: cimenteries, barrages, voies ferrées.

MARTINIQUE

Chalvet: Il y a un an...

Le 19 février 1974, les ouvriers agricoles de Martinique ont contraint les békés (propriétaires fonciers) à signer une augmentation de salaire à l'issue d'une grève longue de plusieurs semaines.

Cela, ils l'ont payé de leur sang; rappelons-nous au plateau de Chalvet, le 14 février, Renord Ilman, tombait sous les balles de forces colonialistes françaises et cinq autres ouvriers étaient grièvement blessés; le 16 février le corps du jeune Georges Marie-Louise était retrouvé affreusement mutilé.

La mort de ces héros martiniquais n'aura pas été inutile; la détermination à lutter des ouvriers agricoles s'est renforcée; comme s'est élargie la conscience de la trahison des dirigeants révisionnistes de la C.G.T.M. pendant la grève.

Les ouvriers agricoles combattifs et patriotes ont organisé un nouveau syndicat l'U.T.A.M. pour



reprandre le flambeau de la lutte.

L'U.T.A.M. a appelé à une grève de commémoration le 14 février et a invité «tous les ouvriers agricoles, tous les démocrates et patriotes martiniquais» à venir le 15 février 1974 participer à une manifestation commémorative au Lorrain.

JUSTE COMBAT

DES MARINS PÊCHEURS

Les artisans marins-pêcheurs de Bretagne et du Nord ont engagé la lutte pour la défense de leur profession: Leur situation n'a cessé d'empirer, en effet, depuis plusieurs mois.

Les frais d'exploitation des bateaux ont sensiblement augmenté. Au cours des cinq derniers mois, il y a eu une très longue période d'intempéries et les chalutiers sont restés immobilisés dans les ports. Notons à ce sujet que la pêche artisanale ne reçoit aucune subvention de l'État en période de chômage.

Enfin des importations massives résultant de l'anarchie de l'économie capitaliste leur font une redoutable concurrence.

Au débarquement, les prix de la pêche sont dérisoires par rapport à ceux payés, en définitive, par les consommateurs. C'est là un phénomène comparable à celui qui intervient sur les produits agricoles.

Au kilo, le cabillaud vaut 2,50 F, les lieus noirs 2 F, les limandes 1,50 F, les merlans entre 1 et 2 F, les merlans à filer 2,50 F, les plies 1,50 F.

Travailleurs, comparez ces prix avec ceux que vous payez !

Les marins pêcheurs sont victimes du système capitaliste.

Lundi matin, leurs délégués du Nord, au nombre de 500 environ, ont occupé le ministère de la marine marchande à Paris en vue d'attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités sur leurs problèmes professionnels et sur les conditions d'existence désastreuses qui en découlent.

Mais le gouvernement les a faits expulser non sans violences : grenades lacrymogènes, matraques sans sommation (5 blessés avec fractures) à l'intérieur, comme à l'extérieur du ministère.

Les intérêts des marins-pêcheurs doivent être associés à ceux des ouvriers-marins, parce que leur commun ennemi de classe, ce sont les gros patrons de la pêche industrielle.

Ces derniers s'élèvent contre les objectifs de la Conférence sur les droits de la mer et contre la revendication de l'extension des eaux territoriales à 200 milles marins, adoptant la même attitude que le faux parti communiste français.

D'ailleurs il y a quinze jours, les marins-pêcheurs bretons ont élevé des protestations contre les actes de piraterie des «bateaux-usines» soviétiques qui sont grossièrement entrés dans les zones de pêche, justement à moins de 200 milles marins de la côte.

Les travailleurs de la pêche savent qu'ils ont en l'occurrence les mêmes intérêts que le Tiers Monde et non ceux des gros rapaces des mers, qu'ils soient français ou soviétiques.

La lutte des marins-pêcheurs s'inscrit donc à la fois contre la politique réactionnaire de la bourgeoisie capitaliste et contre l'hégémonisme des superpuissances, du social-impérialisme russe en particulier.

Soutenons le juste combat des marins-pêcheurs de Bretagne et du Nord !

Correspondant H.R.

Les trotskistes au service du social-impérialisme russe

Vendredi dernier, le C.D.A. organisait un meeting sur le soutien à la lutte des soldats. Les communistes marxistes-léninistes avaient décidé de profiter de cette réunion pour avancer leur position. Très vite ceux-ci, par la lecture d'une intervention au nom de l'Humanité rouge, lancèrent le débat sur le véritable problème.

Oui aux droits démocratiques de l'appelé, mais ce soutien doit s'accompagner du renforcement d'une politique en faveur de l'indépendance nationale par trois raisons principales :

— Pour renforcer tout ce qui va contre les deux superpuissances, l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme russe, danger principal en Europe.

— Le besoin d'une instruction militaire pour notre peuple en vue de la révolution prolétarienne et contre les illusions sur le

passage pacifique.

— L'opposition à l'armée de métier et au maintien de la conscription.

Malheureusement les trotskistes, en fidèles valets des révisionnistes, détournèrent à chaque fois le débat dans l'espoir de ne pas se démasquer. Toutefois, les personnes présentes ont pu apprécier l'intervention faite au nom de la ligue de Krivine, qualifiant la Russie «d'état ouvrier n'ayant aucune visée hégémonique et n'étant donc pas impérialiste» ! Ce ne doit pourtant pas être l'avis du peuple tchécoslovaque...

Les auditeurs présents se sont donc rendus compte du véritable rôle joué par les trotskistes.

Non à la politique d'affaiblissement de la défense nationale des révisionnistes et autres trotskistes.

Lutte contre le banditisme ? NON ! Seulement un prétexte

Plus de 100 000 «contrôles» au mois de janvier dans le métro par les bandes policières du Prince Ponia. Ces mesures ne visent qu'à préparer l'opinion aux activités réactionnaires de la police au service du capitalisme. La préfecture prétend que c'est avec le soutien des «voyageurs». Par contre, elle est muette quant au résultat de cette prétendue lutte contre le banditisme.

Et pour cause ! Car le banditisme, répétons-le, n'est qu'un prétexte, notamment pour réprimer les travailleurs révolutionnaires comme l'indiquent nos camarades ci-dessous.

Des camarades nous communiquent.....

Vendredi 14 février, deux militants en train de coller des affiches sont attaqués par un individu en civil armé d'un pistolet qui refusa de montrer sa carte de policier. Il se mit à frapper avec des menottes une militante qui ne put se dégager que grâce à l'aide de camarades et de passants révoltés par la présence et la brutalité de ce flic.

Mais que représentaient ces affiches ? ... Deux photos : un policier du régime collabo de Vichy arrêtant un passant, et des policiers actuels demandant leurs papiers à des passagers assis dans le métro. Le texte disait : «La police dans le métro : préparation de l'opinion publique à la répression politique de masse».

En effet, ce que Marcellin n'avait pu faire, Ponia lui s'en charge. Huit cents policiers dans le métro pour lutter contre la «délinquance». Mais d'où vient la délinquance, sinon du chômage, de la misère, de la pourriture de ce système capitaliste dont nos vaillants policiers sont un des plus fidèles soutiens ! Ponia se moque bien de la sécurité du peuple, mais il se prépare tout au contraire à le réprimer quand il se révolte.

— Ainsi, l'expulsion par la force d'une église de la Porte de Choisy de grévistes de la faim français et immigrés !

— Ainsi, les perquisitions, interrogations, intimidations des paysans travailleurs dans l'Ouest !

— Ainsi tout dernièrement, l'agression des policiers rue de la Goutte d'Or contre des militants CFDT qui distribuaient un tract sur les droits des travailleurs immigrés !

Quant au parti révisionniste, le P.C.F., qui se défend d'être fascisant, il se tait... et pour cause ! C'est la clique dirigeante du P.C.F. elle-même qui a réclamé la multiplication des forces de police, c'est elle même qui s'est portée aux avant postes de la prétendue «lutte contre la criminalité». Entre un ministre fascisant et les dirigeants social-fascistes, complicité oblige !

En fait, chacune de ces manœuvres d'intimidation ne fait que renforcer la détermination des travailleurs à s'unir pour abattre ce système, chacune de ces manœuvres montre un peu plus quels sont les vrais ennemis de la classe ouvrière et du peuple.

Au métro Marcadet, le policier a réussi à s'enfuir avec les papiers d'identité des militants et le manteau de la camarade, qu'il lui arracha de force.

Pour la sécurité des travailleurs, c'est la police qu'il faut chasser du métro.

Il faut défendre chaque personne agressée par la police dans le métro !

LA POLICE HORS DU METRO !

Boulevard Barbès,

15 février 1975 — 0 h 10 —

Nouvel acte fascisant de la police.

Alors qu'une dizaine d'immigrés étaient rassemblés calmement, quatre motards arrivèrent sur le boulevard. Soudain l'un de ces zélés serveurs de l'Etat fascisant fonça sur le groupe, sans s'arrêter à la barrière du trottoir, avec une violence que seule explique sa haine fasciste.

Seules les armes du peuple nous libérerons de cette violence fascisante.

Une de ces armes sera notre H.R. quotidienne.

Forgeons-les dès maintenant.

ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM

PRENOM

ADRESSE

Tri-hebdo (6 mois) : Pli ouvert 75 F - pli fermé 172 F

Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert 30 F - pli fermé 59 F

Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois) :
Pli ouvert 100 F - pli fermé 230 F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

